L'Abeille de la Nouvelle-Orléans,

ORGANE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

NEUVE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 5 MARS.

Suite de la Première Page.

ORLEANS No 21.

Officiers :
Président—Jno Herbert.
Vice-Président—A. Karns.
Secrétaire—E. Derété.
Secrétaire des Finances—P. Chartier.
Trésorier—P. Bodi.
Foreman—S. B. Gill.
1er Assistant—P. Daniels.
2d Assistant—A. Cassegrain.

Cette compagnie était représentée par quatre-vingts hommes, en casquettes noires, chemises rouges et pantalons noirs. Leur jolie pompe à vapeur qui porte le nom de Josephine Lemarié, resplendissait et est digne d'être placée parmi les pièces d'argenterie, gagnées par la compagnie au Bazar Français.

Le cheval favori, qui porte le nom de Beauregard, marchait fièrement dans les rangs.

Après la parade la compagnie s'est rendue au coin des rues Bienville et Fauxbourg, où un dîner fin avait été préparé pour elle.

JEFFERSON No 22.

Officiers :
Président - G. H Schreiber.
Vice-président—P. Kaiser.
Foreman—L. Bonset.
1er Assistant—John Alexander.
2d Assistant—John Kimant.
Secrétaire aux minutes—A. F. Kaufman
Secrétaire des finances—Aufi Spree.
Trésorier—John Alexander.

Jefferson No 22, avait 70 vigoureux représentants du 6e district, autrefois Jefferson City. Leur pompe à vapeur n'a obtenu en rien à ses devanciers pour le brillant de son métal ou l'élégance bien décoration. Elle portait ces mots écrits en lettres d'argent : "Nous arrivons selon du tocsin." Uniforme : casque et ceinture noire, chemise rouge.

Le cheval favori de la compagnie "Bob Lee", marchait superbement entre les cordes.

CHALMETTE No 23.

Officiers :
Président—Peter Deery.
Vice Président - Hy. G. Wintz.
Secrétaire—Francis Brusseau.
Trésorier—Otto Thoman.
Foreman—Hy. Munster.
Premier Assistant—Fred. Mehle.
Second Assistant—Peter Kohl.

Chalmette No 23 a fait très bon effet avec sa pompe brillante et polie, traînée par quatre superbes chevaux.

Cette compagnie avait mis en ligne soixante dix membres, qui portaient l'uniforme suivant : vareuse rouge, ceinture blanche, pantalons et casquettes noirs.

CRESCENT No 24.

Officiers :
Président—F. Dufenhoffer.
Trésorier—H. H. Bienhorst.
Secrétaire—G. o. Weitzel.
Foreman—H. Meuter.
Premier Assistant Foreman—Fred. Ruben.
Second Assistant Foreman—M. Hooper.

Cette compagnie formait la marche et on pouvait lui appliquer cette phrase anglaise : "Last but not least," car quoiqu'elle fut la dernière dans l'ordre de la procession, en raison de son numéro, son puissant appareil, pouvait lui assurer d'être considéré et traîné par ses deux chevaux "Tim" et "Fred" attirait de loin les regards. On voyait la cheminée de la pompe une pyramide de balles de coton.

Le temps a été superbe et les rayons du soleil étaient si ardents que les spectateurs immobiles en étaient incommodés. Il a fallu ouvrir les balcons de parade. On n'était pas là en grand inconvénient. On sait du reste que, sous ce climat, le soleil est chaud en toute saison quand il brille. Mais il y avait beaucoup de poussière, et pour en garantir les yeux, des nègres, avec des époussetoirs à la main, avaient été chargés de suivre les attelages et de veiller à ce que la poussière ne tarit pas l'éclat des ornements et des décorations.

Ces nègres portaient divers costumes. On en remarquaient deux avec des casaques blanches et des calottes rouges. Ils paraissaient très fiers de leurs fonctions dont ils s'acquittaient en conscience. Ces pauvres nègres ! on les met à toute besogne et ils ne refusent jamais de rendre service pour peu qu'ils soient rétribués.

De retour à la rue du Canal, après avoir suivi la rue des Remparts et parcouru une partie du Fauxbourg Distrlet, la procession s'est dispersé, la plupart des compagnies se rendant à des banquets préparés en divers endroits de la ville. Le soir il y a eu plusieurs bals.

Remerciements.

Nous prions la compagnie de St. Bernard No 1, la compagnie Phœnix No 8, la compagnie Vigilant No 3, la compagnie Good Will No 10, d'agréer nos bons remerciements pour la gracieuse attention qu'elles ont eue de nous donner une sérénade en passant devant les bureaux de l'ABEILLE.

La compagnie de Phœnix No 8 nous a invité au banquet servi à son intention chez M. H. Cordes, No 625 rue Royale, entre Montegut et Clouet. Nous l'en remercions bien sidèrement.

Mort subite.

Dimanche matin, sur les 8 heures, A. F. Martin, employé dans le magasin de J. Aycock rue Bienville 34, est tombé subitement malade dans la rue Bourbon. On a cru tout d'abord qu'il souffrait d'un excès de boisson et on lui a administré de l'émétique. Mais le remède n'a pas produit son effet et on a envoyé Martin à l'hôpital où il est mort une heure après.

Une enquête a été faite et un verdict conforme à ce triste rapport a été rendu. On a dit que Martin avait été empoisonné, mais sans fondement. Le défunt était né dans le Canada et avait 42 ans.

Arrestation d'un Pick-Pocket et de ses complices.

M. B. Esard, demeurant No 119, rue Barracks, rapporte à la station de police du 3me precinct, que pendant qu'il était debout à une des extrémités du Marché Français, hier, entre 3 et 4 après midi heures, sa chaîne et sa montre en or qui lui ont été enlevées par un filou. Ces soupçons pesant sur Henri Bieler, Charles Léonard et Frederick Lynch, l'agent arrêter comme les complices de l'auteur du vol. A une heure de l'après-midi, le sergent O. Rouck a arrêté et conduit à la salle de police, le nommé Jacques, dit nommé James White qui a commis le vol. La propriété volée reconnue par M. Esard, a été trouvée dans le bureau de prêts sur gages de M. Testart, rue Royale, coin Toulouse.

Coup de feu.

Hier après midi, à cinq heures et demie, une altercation s'est élevée sur l'habitation Milhet-Adon, paroisse Jefferson, entre un nommé Edouard Lyells, blanc, et Bernard, Nègre, à la suite de laquelle le premier a reçu un coup de feu à la poitrine, le blessant dangereusement. Bernard s'est enfui, mais a été arrêté plus tard dans la soirée.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.

Séance de lundi, 4 mars 1878.

La séance est ouverte à onze heures. Mr. Robertson occupe le fauteuil. Vingt-huit membres répondent à l'appel.

Les amendements de la Chambre au bill No 161 du Sénat, qui incorpore le New-Orleans, Texas and Colorado Rail Road et en facilite la construction, sont acceptés.

Mr Richardson, au nom du comité de commerce, d'agriculture et de manufactures, présente un rapport qui constate un rejet du bill No 36 du Sénat, pour l'amélioration des races de chevaux, bêtes à corne et cochons. Le comité est d'opinion que les ordonnances actuelles des jurés de police remplissent le but désiré.

Le bill No 138 de la Chambre, modifiant la loi 74 de la session extraordinaire de 1877, définissant les mots "marchandises en gros et détaillantes", déclarant qui est sujet à la licence, est adopté. La loi s'applique principalement aux détaillants de médicaments dans les campagnes et les autres à débiter, en petites doses quelconques. sans acquitter la licence de droguistes, quand il y existe déjà six de huit milles d'une pharmacie licenciée.

Le rapport du comité des élections sur la contestation Wallace—Wade a été donné en lieu à de longs débats. Il s'agit du poste de sénateur de quatorzième district.

Les républicains s'opposent à la prise en considération ou ne se fondent que sur ce qu'ils n'ont pas eu le temps de prendre connaissance des témoignages.

Mr White croit que ses collègues connaissent volontiers à l'ajournement de la discussion et leurs adversaires politique, après plusieurs heures de plaidoiries, s'engagement à ne pas revoir encore à des heures diverses, aux heures ordinaires de ceux qui cherchent à obtenir des avantages.

Mr Dumont exprime l'opinion que Mr White fait, qui siège en ce moment, est le véritable représentant du district; il affirme que ses amis n'ont pas eu l'occasion de considérer les dépositions, mais il ne répond pas d'une manière satisfaisante la proposition de Mr White.

Mr Bostner dit que les réponses de Mr Dumont aux questions de Mr White indiquent clairement que le bon droit des républicains est d'empêcher "une discussion."

M. Ogden partage l'opinion de M. Bostner.

M. Grover croit qu'il vaut mieux accorder du temps à ceux qui, comme les membres du comité, n'ont pas eu l'occasion d'entendre et de lire les témoignages.

La prise en considération du rapport est remise à demain, à 1 heure, par un vote de 19 contre 16.

Le bill No 151 du Sénat, qui autorise la consolidation des chemins de fer, est appelé.

M. Bostner propose un amendement déclarant que la présente législature n'autorisement aux compagnies qui ont remplit les conditions de leurs chartes et achevé les voies qu'elles s'étaient engagées à construire. Le sénateur de Caddo désire exclure du bill les compagnies qui ne se sont fait donner des chartes que pour les vendre.

Mr Woodson répond que la pensée primordiale a été de venir à des chemins de compagnies qui ont la chance d'être achevés. Il appuie cet amendement.

Mr Vinchon appelle le bill de la Chambre, changeant la représentation des districts sénatoriaux, des paroisses et des wards de l'Etat, réglement le nombre des représentants à 97 au lieu de maintenant le nombre des sénateurs à 36.

La question préalable est ordonnée après quelques motions dilatoires.

Les membres démocrates consentent à accorder une heure aux républicains pour donner leurs appréciations relativement au bill.

Mr. Ross Stewart, républicain de couleur, fait un discours à sensation, disant que les démocrates manœuvrent à leurs anglais pour empêcher un vote de 18 contre 15.

Mr Dumas ne veut pas que la Législature réalise les espérances de ceux qui, après avoir obtenu des chartes, les ont gardées, n'ont rien accompli, attendant que les subventions se présentassent.

Mr Goode propose une modification déclarant que si dans les cinq ans qui suivront les transferts, les travaux des parties susceptibles de conversion ne soient pas poursuivis par les chartes seront frappées de nullité. Le sénateur de Terrebonne offre l'amendement dans la prévision du refus de certains acquéreurs, de leurs rivaux, seraient intéressés à ce que les chemins ne fussent pas construits. Il a été surpris du vote du Sénat sur la modification de Mr Bostner; si ses collègues avaient mieux compris la question, ils eussent voté autrement.

L'amendement de Mr Goode est accepté à l'unanimité moins un.

Le Sénat, par un vote de 18 contre 15, refuse de suspendre les règlements pour la troisième lecture et l'adoption.

Le bill No 178 de la Chambre, qui prête deux millions de bons de l'Etat à la compagnie de chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et du Pacifique, est considéré.

Mr Garland s'y oppose vivement. La compagnie, dit-il, quand elle obtint sa charte, annonça qu'elle n'avait pas besoin de secours; aujourd'hui, après plusieurs années, elle a vainement siroté cent cinquante mille d'une voie qui doit en avoir trois cents de longueur; aujourd'hui, elle sollicite que l'Etat ne lui tend pas la main, elle accompagne, et que nos intérêts en souffriront. La compagnie a donc mauvaise ressources, de jugement et de prévoyance; nous ne sauriens donc agir de flet à ses promesses, nous ne saurions l'écouter lorsqu'elle nous demande de lui prêter deux millions, prêt qui, en réalité, serait une allocation; lors qu'elle fait luire à nos yeux la perspective de propriétés impossibles qui auront une bien plus grande valeur qu'à cette heure et augmenteront de beaucoup le revenu de l'Etat. Il faut se garder d'oublier les beaux jours qui furent promis à la Nlle Orléans et aux compagnes à l'époque où il fut question d'établ. les chemins de fer de Jackson et des Opelousas. Les terres que traversaient ces voies ont-elles plus de valeur, l'herbe ne croît elle pas dans les rues de la capitale ! Le lointain n'a pas, d'ailleurs, les moyens d'encourager les entreprises de ce genre.

Mr Zacharie voit, dans le fait que la compagnie, malgré les désastres communaux et financiers du pays, ma gré les serrures des capitalistes, a pu recueillir cinq cent mille piastres, la preuve de son bonheur et de sa bonne foi. Si les chemins dont Mr Garland a parlé n'ont pas rapporté ce qu'on avait lieu d'en attendre, c'est que une session ont été plus actifs et plus progressés que nous. La Louisiane n'a pas su profiter de ses avantages naturelles ; elle s'est laissé devancer par le Missouri et le Texas, et par tous les autres Etats de l'Union. L'occasion de recouvrer une grande partie de terrain que nous avons perdu se présente; on profitera-nous ? La compagnie pourrait, actuellement, jacheter ses rails et ses locomotives à moitié moins qu'elle n'eût pu les avoir il y a cinq ans. Le bill que demande la compagnie est conditionnel et ne saurait être considéré comme une dette. Le chemin de fer de la Nlle-Orléans et du Pacifique est l'entreprise d'hommes qui veulent de retirer la Louisiane du tombeau.

Mr White combat le bill parce qu'il est clairement une violation de la constitution qui fixe la dette de l'Etat à quinze millions et ne veut pas que cette somme soit excédée. L'auditeur nous apprend, dans son rapport, page 89, que les bons susceptibles de conversion s'élèvent à $11,765,293,21; il existe $4,107,000 de bons, quoique les tribunaux aient décidé qu'une partie de ceux-ci devra être convertie; la dette flottante est de $744,6.2,59; l'Etat doit aux écoles publiques $1,313,000, produit de la vente de terres publiques, produit que l'article 129 de la constitution déclare un dépôt sacré; les bonds du State Seminary s'élèvent a $136,000; ceux des écoles, actuellement à Washington et qui ont été réclamés, s'élèvent à $210,000. La dette de la Louisiane, dette qui n'est pas l'objet d'un doute et d'une contestation quelconque de la part de qui que ce soit, est donc, en moment, de $16,688,946,71, mais il faut y ajouter beaucoup d'autres sommes en litige et les bons de la Banque des Citoyens, à ce sujet M. White donne des chiffres, des décrets, et s'étaye d'arguments dont la publication nous entraînerait trop loin. Il termine en disant que la dette sera probablement de dix neuf à vingt millions, et en mettant ses collègues en garde contre "The Belgian Fixed pictures," le tableau des délices des Champs Elysées—tableau qu'il positionnement tracé le sénateur d'Orléans, M. Zacharie.

Allain présente un amendement et lit un article du *Democrat* de ce matin. Considérant les avantages qui résulteront de l'établissement de la voie, il s'étonne de l'opposition que le bill a rencontrée. Les hommes qui dirigent l'entreprise sont des citoyens de la Louisiane, ils y ont leurs intérêts.

Mr Gueringe avoue que le passé justifie les hésitations et les craintes quand il s'agit d'accorder l'argent de l'Etat aux compagnies de chemins de fer, mais on ne saurait nier que sa guerre n'ait pas été défavorable au placement de ces avantages. Quoiqu'il en soit, il convient, dans les circonstances actuelles, de tourner le dos au passé et de fixer les yeux sur l'avenir. Le représentant de Webster est persuadé que la construction de la voie allégerait le fardeau des taxes, augmenterait la valeur des propriétés et attirerait l'immigration. Il porte la dette de l'Etat à $11,800,000, après en avoir retranché plusieurs des sommes qu'a signalées Mr White.

Mr Grover dit que les souscriptions volontaires sont de $540,000 ; la compagnie a touché ce montant. Les souscripteurs demandent à la Législature de les aider, ils ont le droit de lui demander de secourir au nom et dans l'intérêt du commerce—La paralysie des affaires, le vide de la caisse de l'Etat sont dûs à l'absence de chaque de fer. Mr Grover est surpris et s'indigne de l'opposition que le bill a soulevée. Il insiste sur l'insertion de la liste des souscripteurs dans le compte-rendu de la séance d'aujourd'hui ; il désire que le public, en la lisant, sont convaincu que toutes les classes de citoyens approuvent le projet.

Mr Kenyon propose que la suite de la discussion soit renvoyée à demain. La motion est suivie de cris et d'une grande confusion ; le président a beaucoup de peine à établir l'ordre et la tranquillité.

La suspension des réglements pour passer à la troisième lecture est appelée ; le Sénat l'accorde par un vote de 28 contre 5.

Mr Goode déclare qu'il votera contre le bill. Le bon, dit-il, serait inconstitutionnels ; la compagnie n'en retirera pas les avantages qu'elle en espère, car ils seront sacrifiés à cause du doute qu'on aura sur leur légalité, et, conséquence, la question d'équité est tenu que la Législature se croira obligée d'en décréter le paiement intégral, à l'échéance.

Le rapport est proposée ; les voix se partagent comme suit :

Dans l'affirmative—MM. Allain, Bryant, Burch, Cage, Demas, Dumont, Ellis, George, Gravier, Grover, Harper, Kelly, Landry, Mitchell, Ogden, Robertson, Sandiford, Stamps, Sutton, Texada, Twitchell, Wakefield, Wheeler, Young et Zacharie —25.

Dans la négative—MM. Bostner, Duncan, Garland, Goode, Perkins, Richardson, Stubbs et White—8.

Le président prosiame l'adoption du bill.

Mr Robertson présente un bill—No 216—donnant aux contribuables le droit de demander la dés gnation de jurés de police et autorisant le gouverneur à désigner les jurés dont la désignation lui sera demandée.—Soumis au comité ju iciaire.

Une somme de vingt piastres est allouée à Mr Pike pour le pain de la propriété située dans la banque de Cla.pma et que la propriétaire, Mr José Lilaus, offre de vendre ou de louer à l'Etat.

Le Sénat siége à huit heures, puis, par un vote de 16 contre 15, s'ajourne à mercredi, 6 du courant, à neuf heures et demie du matin.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre est appelée à l'ordre à onze heures par l'Orateur Bush, qui déclare un quorum présents.

Mr Kenneoy présente une résolution à l'effet d'autoriser le sergent d'armes à prendre sous son entière surveillance.

Déposé sur le bureau en vertu des réglements.

Mr Keeting, de Caddo, fait la motion d'ajourner jusqu'à mercredi à midi, et appelle les oui et les non.

La Chambre refuse de s'ajourner.

Mr Young, de Claiborne, présente une résolution demandant que la somme de cent cinquante piastres soit accordée à chaque représentant des journaux quotidiens qui ont suivi les séances de la Chambre.

Déposé momentanément sur le bureau en vertu des réglements.

Mr Voorhies appelle le bill No 146 de la Chambre, relatif au Bureau des Assurances, il demande une suspension des réglements de cinq jours.

Adopté.

Mr Brice, de Bienville, appelle le bill No 346, autorisant le jury de police de la paroisse Bienville à prélever une taxe spéciale.

Le bill passe aux trois lectures et est finalement adopté.

Mr Brice, de Bienville, appelle le bill No 346, autorisant le jury de police de la paroisse Bienville à prélever une taxe spéciale.

Le bill passe aux trois lectures et est finalement adopté.

Mr Voorhies s'ajourne alors jusqu'au lendemain à onze heures.

L'Orateur désigne comme membres du comité spécial sur le *Moffet Register* Messrs Burch, Ryland, Billieu, Young, Jones, Keeting et Graeien.

LA PRINCESSE SOUVAROFF OBLIGÉE DE QUITTER LES ETATS UNIS. — Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis* :

Le bruit a couru, comme nous l'avons rapporté, que les diamants de la princesse Souvaroff avaient été volés à l'Hôtel Windsor, où cette dame réside ; c'était une erreur. Le vol qui avait donné lieu à cette rumeur, c'est que les diamants de la princesse avaient été fort remarqués au bal du Lieder rauz, et qu'un accel fait à ce sujet par des personnes de son intimité a été faussement interprété dans le public indiqué. Mais cette visite, dont nous avons rendu compte sommairement, avait un autre objet. Voici en résumé les faits qui l'avaient motivée.

La princesse Souvaroff, accompagnée d'un de ses parents, le comte Kelowras, d'une autre dame et d'une suite assez nombreuse, est arrivée il y a quelques semaines en Amérique, et est descendue à l'Hôtel Windsor, où elle habite. Depuis lors, elle a reçu de nombreuses demandes de secours, et aussi dernier lui a été remise une lettre ayant le même but et qui était ainsi conçue :

" Madame la princesse, Je me suis adressé à vous il y a quelques jours, pour vous demander ses stance, en qualité de compatriote. Vous n'avez pas jugé convenable de me répondre même un mot. Maintenant le moment est venu pour vous de rendre un service. Une intéressante et quinante biographie racontant votre histoire sera écrite par mes mains, et sera publiée demain dans un journal de la ville. Si cette publication doit vous être désagréable, il dépend de vous. Madame la princesse, de l'empêcher. Si vous voulez m'envoyer aujourd'hui $25, à l'adresse ci-jointe, je mansserit contenant cette importante partie de mes souvenirs personnels sera supprimé ; sinon il sera envoyé ce soir à l'imprimerie. Madame la princesse a un numéro du journal renfermant des détails qui ne contribueront pas à rendre votre séjour ici agréable.

Agréez, Madame la princesse, l'expression de mes sentiments respectueux.

" Signé : PIERRE DE MONTREVOIT

" Adresse : M. Beauvielle, *Messager franco américain*, No 44 Great Jones street, pour M. P. de M.

" Veuillez envoyer votre lettre par un messager."

Cette lettre a vivement ému la princesse Souvaroff, qui, en immédiatement communiquée au comte Kelowras, s'est rendu au quartier-général de la police, où a remarié en qui venait de se passer. Le lendemain matin, deux détectives Fuller et Thompson furent chargés de suivre l'affaire, et entre 7 et 8 heures du soir une enveloppe contenant $25 fut envoyée de l'hôtel Windsor par un jeune garçon. Pendant que ce garçon se tenait au bureau, les deux détectives, accompagnés du comte Kelowras, se tenaient de l'autre côté de la rue, et lorsque la personne qui ouvrirait l'enveloppe aurait fait un signe la personne qui ouvrirait l'enveloppe. Mais il n'y avait au bureau personne qui fût spécialement pour la recevoir, et les deux détectives regrettent que cette démarche ne leur ait rien chargeur dans leurs démarches ultérieures pour découvrir l'auteur de cette prétendue mystification. Leurs recherches ont été inutiles jusqu'ici, et il y a toute apparence que le coupable aura l'impudence le nom et l'adresse indiqués dans la lettre écrite. Il y a eu un premier nom et la première adresse vous, sauf à réclamer ensuite. A un moment quelconque, l'enveloppe à ses initiales, on pourra donc avoir le mot de l'énigme.

L'incident en est là. La veille, il avait paru dans un petit journal de cette ville un article reproduit en partie par le *Herald* de Londres et dans lequel des événements importants pour la princesse, pour la cause princesse Souvaroff, étaient complétement démentis par la princesse, qui sont relatifs à des incidents de sa vie particulière et absolument étrangers à la politique. Ce qui résulte de cet incident, c'est que le comte Kelowras est un des hommes les plus haut placés à la cour de Russie ; il est aide-de-camp et ami intime de l'empereur, et fait de fréquents voyages pendant la guerre ; que cette princesse Souvaroff est la femme du prince de Varsovie, qui, en 1863, a été nommé vice-roi de Pologne, et qui, pendant la révolte polonaise, a rendu de grands services à la cause russe ; que la princesse a été dame d'honneur de l'impératrice Eugénie, et que, pendant la guerre de sécession, elle a été chargée d'une mission secrète auprès du président Lincoln, mission qui a été remplie avec tact et habileté.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE
AFFAIRES D'ORIENT.

SIGNATURE DE LA PAIX.

Londres, 3—L'agence Reuter a reçu ce soir, le télégramme suivant annonçant la signature de la paix entre la Russie et la Turquie :

Constantinople, dimanche soir, 3 mars—Le traité de paix a été signé à grand dîner de Nicolas à Kavanseraï, auquel ont fait assister les soldats, dans une revue à San Stefano.

La Russie a abandonné ses prétentions sur le tribut de la Bulgarie et sur celui de l'Egypte.

POURQUOI LES RUSSES SONT A SAN STEFANO.

Londres, 3—L'Agence Reuter cite une dépêche de Vienne au Daily Telegraph, en date du 1er mars, annonçant que les Russes ont consenti à la tenue d'un Congrès à Constantinople avec en sans le consentement du Sultan, et que l'Angleterre avait notifié au prince Gortchakoff que si la Russie persistait dans ce refus, l'ambassadeur d'Angleterre recevrait l'ordre de quitter St. Petersbourg.

L'Agence russe dit que cette nouvelle est rapport à une date antérieure de la crise. Depuis lors les Russes ont occupé San Stefano avec l'assentiment du Sultan.

NOUVELLE OFFICIELLE DE LA SIGNATURE DE PAIX.

St Petersbourg, 3—Le grand duc Nicolas a envoyé le télégramme suivant à l'empereur.

San Stefano, 3—Je tiens à honneur de féliciter votre Majesté à propos de la conclusion de la paix. Dieu nous a accordé à tous deux de voir les entreprises commencée par Votre Majesté, et le jour anniversaire de l'affranchissement des serfs. Votre Majesté a délivré la chrétienté de la horde musulmane.

DÉTAILS SUR LES CONDITIONS ET LES NÉGOCIATIONS.

Londres, 4—Les correspondants du Times à St. Pétersbourg et à Péra confirment la nouvelle que le traité de paix a été signé. St. Pétersbourg a été en liesse pendant toute la journée. Un immense enthousiasme provoqué par cette nouvelle est sans exemple. Il y a une foule immense dans les rues, malgré la neige et le froid. Des acclamations poussant des acclamations et chantant à l'Dieu de Czar.

Le correspondant de Pera d'un autre traité a été signé samedi, que le traité et sa mille hommes ont été mises en trois à ce traité. Les troupes ont traversé la ville de Tchorlu, en Thessalie, et il n'y sont retranchées.

Le district entre le Mont Olympe et la mer est en état de révolte ouverte. Les insurgés d'Epire ont battu les Turcs à Gitiste, vendredi, après un combat de trois heures où ils ont tué 80 hommes et en ont blessé 150. Un autre combat qui a été livré à Casalimpasi a été sans résultat. Les Turcs ont laissé 70 morts sur le terrain.

Il n'est formé un gouvernement provisoire à Lyconsien, et il y a seulement l'application à la Grèce 350 réfugiés, venus de Lyconsien, sont arrivés à Corfou. Il règne une grande panique parmi la population chrétienne des districts insurgés.

Les rapports des consuls résidant à Larisse, capitale de la Thessalie disent, que les troupes irrégulières ont massacré 16 hommes désarmés, 30 femmes et enfants, et que toutes les femmes de la ville ont été violées.

LES NÉGOCIATIONS.

Londres, 4—L'agence Reuter reçoit la dépêche suivante de Constantinople :

Depuis les préliminaires entre ont été discutés dans la discussion des détails des différents points du traité qui ont été convenus en bloc, le commencer par le premier paiement et la garantie du gouvernement de Pladomestié de guerre.

On suppose de San Stefano que le général qui l'accompagne et les ambassadeurs refusent de s'arrêter devant Constantinople afin de signer les préliminaires de paix. On pense que l'ambassadeur spécial communiquera le désir du Sultan de voir rétablir les relations diplomatiques ; il sera chargé de diriger les négociations pour la rédaction définitive de l'article traité définitif, car on n'a encore signé que des préliminaires. Le principale conditions du traité préliminaire qui vient d'être signé est la cession de Batoum, de Kars, d'Ardahan et du district de Bayazid.

La question des Détroits est réservée pour un examen ultérieur. La question de la navigation du Danube reste dans le statu quo.

On suppose que la paix entre le Montenegro et la Turquie, de manière à permettre à la Porte de maintenir ses communications avec la Bosnie et l'Herzegovine.

Il est confirmé que la Bulgarie comprendra Sofia, Varna et Kustendjé, mais non Salonique et Andrinople.

La Russie se réserve le droit de céder la Dobrudscha à la Roumanie, en échange de la partie méridionale Roumaine.

Le Nord de Bruxelles, jusqu'au rivage, diffère l'exactitude de ces conditions et de celles mentionnées par Lord Derby à la Chambre des Lords, et est des nouvelles qu'il a reçues, direct et détaillé, aux chefs de leurs départements respectifs.

Un décret signé par le capitaine Jovellar, et par le général Martinez Campos dit :

Si pendant la durée de l'insurrection, toute l'attention du gouvernement a été absorbée par les opérations militaires qui sont heureusement terminée, le temps est venu d'introduire dans la constitution organique de l'administration politique de l'île, les réformes que la Péninsule réclame pour elle-même. Cuba, dans l'insurrection aurait joué depuis longtemps et eut l'honneur mise sur le même pied que Porto Rico à l'exception de certaines réformes d'un caractère spécial qui doivent être réservées après une profonde étude des circonstances.

Mr Conningham.

Le Article I—A partir du premier terme de la législature, Cuba sera représentée aux Cortès à Madrid sur le même pied que Porto Rico, proportionnellement à la population de l'île.

Article II—Les lois provinciales et municipales de l'Espagne du 20 octobre 1877 seront appliquées au gouvernement et à l'administration de l'île de Cuba.

FAILLITES.

Cincinnati, 4—La Miami Savings Bank de cette ville a failli. Passif $170,000; actif $18 000 de moins.

New York, 4—On annonce la faillite de Jewell Harris & Co., marchands de provisions.

Londres, 4—MM. Lees Marcus & Co., négociants d'importation et d'exportation à Londres et à la Havane, ont suspendu leurs paiements. On croit que le passif est considérable.

LA FAILLITE JEWELL HARRISON.

New York, 4—Les failites qui annoncée par le télégramme d'hier matin, sont celles de Jewell Harrison & Co., marchands de provisions.

Londres, 4—Une proclamation datée de Puerto Principe et signée par le capitaine général Jovellar et par le général Martinez Campos porte ce qui suit :

Attendu que les insurgés rendent leurs armes, et attendu que la majorité des esclaves qui ont pris part à l'insurrection ne figure pas dans le reconnement établi en 1870, on gouvernement aux maîtres qui ont droit directement ou indirectement à l'indemnisation de l'Etat.

Dans un numéro subséquent le *Courrier* ajoute :

La princesse Souvaroff n'a pas voulu rester en Amérique sous le coup de l'outrage qui lui avait été infligé. Elle avait l'intention d'y séjourner quelque temps et d'y voyager pour rétablir sa santé. Mais elle a immédiatement réglé ses affaires, et elle est partie hier pour l'Europe par le steamer Scythia, de la Ligne Cunard, qui a appareillé à onze heures du matin. Nous traduisons ici le résumé d'une conversation qu'a eu un reporter avec Mlle Anna Michaelini, demoiselle de compagnie de la princesse, qui a accompagné sa maîtresse dans sa fuite. Il est probable que ce qui vient de se passer. La cause était venue ici par l'ordonnance de ses médecines. Elle est seule, sans son mari, et depuis celui-ci avait traîné de vivre publicité et obligé de donner des explications. Elle redoute de voyager sur mer pour cette raison. Elle semble avoir le pressentiment d'un danger à courir, et, mais elle passerait par n'importe qu'elle éprouve pour échapper à un pays où l'hospitalité est si outrageante. C'est une honte."

On rapporte ce propos du comte Kolowrai : "J'avais toujours cru que les Américains étaient courtois envers les femmes. Mais après ce qui s'est passé, je ne saurais plus dire de la civilité d'un peuple qui laisse qui est scandaleux chantage exiger d'une femme ce qu'elle n'a jamais rien vu d'aussi vil. Mais il sera payé. La Russie verra à ce qu'il soit payé. Le gouvernement de la princesse Souvaroff la protégera."

Les princesse Souvaroff a en effet, paraît-il, l'intention de s'adresser à l'intention de s'adresser à l'empereur, atteint lui-même par l'attaque dirigée contre des personnes qui lui sont si attachées, et de lui demander qu'il obtienne par l'intermédiaire du gouvernement des Etats-Unis une réparation éclatante.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE
AFFAIRES D'ORIENT.

SIGNATURE DE LA PAIX.

Londres, 3—L'agence Reuter a reçu, ce soir, le télégramme suivant annonçant la signature de la paix entre la Russie et la Turquie :

Constantinople, dimanche soir, 3 mars—Le traité de paix a été signé à grand dîner de Nicolas à Kavanseraï, auquel ont fait assister les soldats, dans une revue à San Stefano.

La Russie a abandonné ses prétentions sur le tribut de la Bulgarie et sur celui de l'Egypte.

POURQUOI LES RUSSES SONT A SAN STEFANO.

Londres, 3—L'Agence Reuter cite une dépêche de Vienne au Daily Telegraph, en date du 1er mars, annonçant que les Russes ont consenti à la tenue d'un Congrès à Constantinople avec en sans le consentement du Sultan, et que l'Angleterre avait notifié au prince Gortchakoff que si la Russie persistait dans ce refus, l'ambassadeur d'Angleterre recevrait l'ordre de quitter St. Petersbourg.

L'Agence russe dit que cette nouvelle se rapporte à une date antérieure de la crise. Depuis lors les Russes ont occupé San Stefano avec l'assentiment du Sultan.

NOUVELLE OFFICIELLE DE LA SIGNATURE DE PAIX.

St Petersbourg, 3—Le grand duc Nicolas a envoyé le télégramme suivant à l'empereur.

San Stefano, 3—Je tiens à honneur de féliciter votre Majesté à propos de la conclusion de la paix. Dieu nous a accordé à tous deux de voir les entreprises commencée par Votre Majesté, et le jour anniversaire de l'affranchissement des serfs. Votre Majesté a délivré la chrétienté de la horde musulmane.

DÉTAILS SUR LES CONDITIONS ET LES NÉGOCIATIONS.

Londres, 4—Les correspondants du Times à St. Pétersbourg et à Péra confirment la nouvelle que le traité de paix a été signé. St. Pétersbourg a été en liesse pendant toute la journée. Un immense enthousiasme provoqué par cette nouvelle est sans exemple. Il y a une foule immense dans les rues, malgré la neige et le froid. Des acclamations poussant des acclamations et chantant à l'Dieu de Czar.

Le correspondant de Pera d'un autre traité a été signé samedi, que le traité et sa mille hommes ont été mises en trois à ce traité. Les troupes ont traversé la ville de Tchorlu, en Thessalie, et il n'y sont retranchées.

Le district entre le Mont Olympe et la mer est en état de révolte ouverte. Les insurgés d'Epire ont battu les Turcs à Gitiste, vendredi, après un combat de trois heures où ils ont tué 80 hommes et en ont blessé 150. Un autre combat qui a été livré à Casalimpasi a été sans résultat. Les Turcs ont laissé 70 morts sur le terrain.

Il n'est formé un gouvernement provisoire à Lyconsien, et il y a seulement l'application à la Grèce 350 réfugiés, venus de Lyconsien, sont arrivés à Corfou. Il règne une grande panique parmi la population chrétienne des districts insurgés.

Les rapports des consuls résidant à Larisse, capitale de la Thessalie disent, que les troupes irrégulières ont massacré 16 hommes désarmés, 30 femmes et enfants, et que toutes les femmes de la ville ont été violées.

LES NÉGOCIATIONS.

Londres, 4—L'agence Reuter reçoit la dépêche suivante de Constantinople :

Depuis les préliminaires entre ont été discutés dans la discussion des détails des différents points du traité qui ont été convenus en bloc, le commencer par le premier paiement et la garantie du gouvernement de Pladomestié de guerre.

On suppose de San Stefano que le général qui l'accompagne et les ambassadeurs refusent de s'arrêter devant Constantinople afin de signer les préliminaires de paix. On pense que l'ambassadeur spécial communiquera le désir du Sultan de voir rétablir les relations diplomatiques ; il sera chargé de diriger les négociations pour la rédaction définitive de l'article traité définitif, car on n'a encore signé que des préliminaires. Le principale conditions du traité préliminaire qui vient d'être signé est la cession de Batoum, de Kars, d'Ardahan et du district de Bayazid.

La question des Détroits est réservée pour un examen ultérieur. La question de la navigation du Danube reste dans le statu quo.

On suppose que la paix entre le Montenegro et la Turquie, de manière à permettre à la Porte de maintenir ses communications avec la Bosnie et l'Herzegovine.

Il est confirmé que la Bulgarie comprendra Sofia, Varna et Kustendjé, mais non Salonique et Andrinople.

La Russie se réserve le droit de céder la Dobrudscha à la Roumanie, en échange de la partie méridionale Roumaine.

Le Nord de Bruxelles, jusqu'au rivage, diffère l'exactitude de ces conditions et de celles mentionnées par Lord Derby à la Chambre des Lords, et est des nouvelles qu'il a reçues, direct et détaillé, aux chefs de leurs départements respectifs.

Un décret signé par le capitaine Jovellar, et par le général Martinez Campos dit :

Si pendant la durée de l'insurrection, toute l'attention du gouvernement a été absorbée par les opérations militaires qui sont heureusement terminée, le temps est venu d'introduire dans la constitution organique de l'administration politique de l'île, les réformes que la Péninsule réclame pour elle-même. Cuba, dans l'insurrection aurait joué depuis longtemps et eut l'honneur mise sur le même pied que Porto Rico à l'exception de certaines réformes d'un caractère spécial qui doivent être réservées après une profonde étude des circonstances.

Mr Conningham.

Le Article I—A partir du premier terme de la législature, Cuba sera représentée aux Cortès à Madrid sur le même pied que Porto Rico, proportionnellement à la population de l'île.

Article II—Les lois provinciales et municipales de l'Espagne du 20 octobre 1877 seront appliquées au gouvernement et à l'administration de l'île de Cuba.

FAILLITES.

Cincinnati, 4—La Miami Savings Bank de cette ville a failli. Passif $170,000; actif $18 000 de moins.

New York, 4—On annonce la faillite de Jewell Harris & Co., marchands de provisions.

Londres, 4—MM. Lees Marcus & Co., négociants d'importation et d'exportation à Londres et à la Havane, ont suspendu leurs paiements. On croit que le passif est considérable.

LA FAILLITE JEWELL HARRISON.